

Créée en 1995, Droits d'urgence est une association à but humanitaire résolument engagée dans la lutte contre l'exclusion par l'accès au droit. Composée de 48 salariés et plus de 280 bénévoles professionnels du droit, Droits d'urgence a pour mission d'engager toutes actions en faveur de l'accès aux droits des personnes en situation d'exclusion sociale et de vulnérabilité, ainsi que de leurs proches.

Dans le cadre d'un remplacement d'une salariée en congés individuel de formation,

Droits d'urgence recrute actuellement un.e juriste généraliste des Relais d'accès au droit en CDD jusqu'au 31 décembre 2018

Missions confiées

Sous la responsabilité du responsable des Relais d'accès au droit, le/la juriste généraliste aura pour missions principales :

1. Assurer 9 permanences juridiques gratuites par semaine

Accueil et écoute du public reçu dans les structures partenaires :

- Information juridique généraliste
- Orientation vers toute structure ou auxiliaire de justice spécialisé permettant un traitement spécifique et approprié de la situation ou de la demande de la personne reçue
- Respecter la confidentialité des entretiens

2. Assurer le suivi des personnes en difficultés

Aide à l'accomplissement de toute démarche en vue de l'exercice d'un droit ou de l'exécution d'une obligation de nature juridique :

- Aide à la constitution de dossiers et de demande d'aide juridictionnelle,
- Rédaction de courriers et de recours,
- Prises de contacts téléphoniques avec les personnes en charge du dossier (avocats, travailleurs sociaux, huissiers, propriétaires, etc.),
- Recherche d'informations spécifiques.

3. Assurer l'accompagnement des personnes suivies

- Accompagner si nécessaire les personnes dans leurs démarches auprès des institutions administratives et judiciaires.
- Respecter les procédures de demandes d'autorisation d'accompagnement.

4. Rechercher le travail en partenariat et assurer un suivi pluridisciplinaire

- Comprendre, s'adapter et respecter l'organisation des structures partenaires ;
- Favoriser le suivi des dossiers en association avec les autres référents (sociaux, associatifs, professions judiciaires).

5. Rendre compte de l'activité et participer à l'élaboration des données statistiques

- Etablir un rapport pour chaque intervention (entretien et accompagnement)
- Saisir les rapports d'intervention chaque semaine

Profil recherché

Formation et expérience :

Bac + 4 ou 5 en droit privé ou public ou expérience professionnelle d'au moins trois ans dans le domaine juridique, judiciaire ou dans le domaine de l'accès au droit.

Débutants acceptés.

Expérience associative appréciée

Qualités et compétences :

Solides compétences généralistes en droit exigées

Réelles qualités d'écoute et relationnelles

Maîtrise du Pack office

Rigueur et sens de l'organisation requis

Aptitude au travail en forte autonomie

Aptitude à travailler en mobilité géographique

Bonnes capacités rédactionnelles

Fiabilité et discrétion exigées

Conditions du poste proposé

Poste en CDD, à temps complet (35 heures hebdomadaires) jusqu'au 31 décembre 2018. Poste basé dans le département de Paris selon un emploi du temps communiqué avec forte mobilité géographique à l'intérieur de Paris.

Déplacements en Île-de-France possibles.

Emploi du temps (à titre indicatif, peut-être modifié) :

Lundi	9h30-12h30	SPIP de Paris	14h-17h	SPIP de Paris	<i>SPIP de Paris : 12-14 Rue Charles Fourier 75013 Paris</i>
Mardi	9h30-12h30	PAD 20	13h30-17h	PAD 20	<i>PAD 20 : 15 Cité Champagne 75020 Paris</i>
Mercredi	9h30-12h30	MJD 10	14h-17h	Droits d'urgence	<i>MJD 10 : 15-17 Rue du Buisson Saint-Louis 75010 Paris</i>
Jeudi	9h30-12h30	MJD 10	13h30-17h	MJD 10	<i>Droits d'urgence : 5 Rue du Buisson Saint-Louis 75010 PARIS</i>
Vendredi	9h30-12h30	MJD 17	13h30-17h	MJD 17	<i>MJD 17 : 16 Rue Jacques Kellner 75017 PARIS</i>

Rémunération : 1.600 € bruts mensuels (selon grille de salaire) + tickets restaurant + mutuelle + prévoyance + 6 semaines (30 jours) de congés annuels.

Poste à pourvoir immédiatement !

Merci d'adresser vos candidatures (CV et lettre de motivation) à Alexandre MOREAU, Responsable des Relais d'accès au droit, amoreau@droitsdurgence.org.